

LA RESILIENCE, CLE DE LA SURVIE DES SOCIETES RURALES FACE AUX CONFLITS

Le développement des sociétés rurales est un patient processus d'accumulation, de capitalisation, d'adaptation. C'est aussi la mise en oeuvre d'interactions complexes tout au long de filières « produits » et la création de nombreux liens de dépendance, notamment avec la sphère urbaine. C'est surtout, dans de nombreux cas, la mise en place, génération après génération, de stratégies de gestion des risques et d'adaptation aux situations de « stress ». Cet ensemble de mécanismes couvre une gamme large d'options allant de la diversification des types de semences (associations de mils et de sorghos à cycles de durées différentes), à diverses modalités de mobilité (et pas seulement dans les systèmes pastoraux), en passant par des capacités de modification des pratiques agricoles (passage du repiquage en lame d'eau au repiquage à sec au bâton à fourir au Cambodge), des stratégies de stockage pluriannuels (cas des greniers enterrés en Somalie centrale), l'accroissement de l'importance des systèmes de production basés sur les tubercules (patates douces, manioc), etc. Ces mécanismes forment la base de la résilience du monde rural, cette étonnante capacité d'encaisser les chocs et de pouvoir rebondir.

Cette résilience est en général destinée à gérer les risques naturels. Face aux conflits, c'est une dynamique d'un autre ordre qui se met en place. Un petit matin glauque, une nuit tragique, et la survie du groupe peut être d'un coup remis en cause : le passage d'armées, de groupes de guérilla, et il ne reste que des ruines, des champs détruits, des cheptels décimés, des corps brisés, des espoirs détruits. Les champs sont minés, les filières d'approvisionnement et d'écoulement des produits sont paralysées, mourir ou fuir peuvent être parfois les deux seules options. Heureusement, les savoirs traditionnels en terme de plantes sauvages comestibles, les capacités de mise en oeuvre de stratégies de survie complexes permettent souvent aux sociétés rurales de passer les caps les plus durs. On a pu observer au Mozambique que les paysans augmentaient dans leur parcelles la proportion de « manioc amer » (qui doit passer par un processus long de cuisson et de séchage pour être débarrassé de son cyanure) : résultats ? le pillage des champs devient d'un coup beaucoup moins attractif pour les soldats-rodeurs de la nuit... Mais ce n'est pas toujours possible, notamment quand l'objectif de la guerre est l'élimination des populations et l'accaparement du territoire et de ses ressources.

L'exercice de la résilience n'a pas que des effets positifs. Quand la survie est en jeu, les populations rurales sont parfois conduites à mettre en oeuvre des pratiques « minières » : la création de périmètre de sécurité (zones rurales encerclées par des lignes de front ou des champs de mines) entraîne souvent une impossibilité de pratiquer les rotations qui seraient nécessaires à la reproduction de la fertilité tandis que le surpâturage conduit à une érosion forte les quelques parcours disponibles (cas observés en Angola, au

Mozambique). Se créent alors des espaces de plus en plus dégradés qui n'arrivent bientôt plus à soutenir la production agricole. Ailleurs, les paysans n'ont comme option que la production de charbon pour les quelques centres urbains, ce qui conduit à des auréoles de déforestation à extension rapide. Le prix en termes de vulnérabilisation accrue des agro-écosystème est dramatique.

Pour les paysannes et paysans des zones touchées, de plus, l'enjeu est très vite de sortir de l'impasse dans laquelle les conduit ses situations. Dès que possible, il faut reprendre pied sur les parcelles, relancer la dynamique de reconstitution des troupeaux. Parfois, les paysans marchent pendant des jours pour retrouver des semences adaptées. On a vu aussi se développer des stratégies complexes visant à ne pas mettre tous les œufs dans le même panier. Une partie de la famille va dans les camps de déplacés pour y recevoir de l'aide alimentaire, tandis qu'un groupe part occuper et défricher les parcelles et qu'un troisième va à la ville voisine pour y trouver l'argent qui permettra de reconstituer le cadre de vie et les autres moyens de productions.

Depuis une quinzaine d'année, un certain nombre d'agences et d'ONG ont investi le secteur de la réhabilitation agricole d'urgence : programme de distribution de semence de riz par la FAO au Cambodge sortant tout juste de l'ère Khmère Rouge en 1981, programmes de vaccinations du bétail mis en place par le Comité International de la Croix Rouge au Soudan en 1988 et en Somalie en 1991, programmes semences d'Action Contre la Faim en Angola en 1995, programmes de relance de l'irrigation de Solidarités et de Madéra en Afghanistan. Il s'agit par ces programmes d'offrir un soutien actif aux stratégies de survie des populations et, par là, de renforcer leur résilience.

L'expérience montre que ce n'est ni simple, ni évident, de reconstruire des économies rurales qui se sont mises en place au fil du temps, sur un patient travail de capitalisation, une connaissance des terroirs qui ont été parfois profondément modifiés par la crise... Trop souvent, les acteurs de l'urgence n'ont ni les méthodes, ni le savoir faire technique et sociologique pour intervenir correctement. Les programmes restent alors de grosses opérations logistiques de distribution, ratant la richesse de la diversité des systèmes paysans.

Au final, c'est une révolution paradigmatique que la situation actuelle devrait imposer. La connaissance des systèmes et des sociétés rurales doit permettre de mieux intervenir dans les crises et post-crisis. Renforcer et comprendre les fondements de cette résilience, la richesse des stratégies de prévention et d'adaptation aux désastres (les « coping strategies » des anglo-saxons) est un premier pas dans une nouvelle direction. Identifier les enjeux de soutien et de renforcement de cette résilience permettra alors de progresser dans la voie du soutien de la capacité des agriculteurs à fonctionner durant et après la crise. L'histoire nous a démontré en tout cas que les sociétés rurales qui

n'avaient pas de capacité de gestion des risques et des turbulences disparaissaient...Ainsi apparaît un nouveau paradigme: intégrer la gestion des crises à venir et le soutien aux mécanismes positifs de résiliences au cœur des agendas de développement. Peut-être est-là le défi théorique et pratique des années à venir.

François Grünewald
Ingénieur Agronome INA-PG
Président du Groupe URD, www.urd.org
Professeur Associé à Paris XII, Directeur du DESS « Gestion de l'Humanitaire »

Article publié sous les références suivantes: **La résilience : clé de la survie des sociétés rurales face aux conflits**, François Grünewald, In : *Grain de sel*, numéro 31, juin 2005, pp. 22.